

## ARRETE :

Article premier. — La forêt sacrée Awèssé BO est érigée en Réserve Volontaire naturelle intégralement protégée.

Art. 2. — La Réserve Volontaire naturelle d'Awèssé Bo, d'une superficie de 11,65 ha est limitée :

— A l'Est, par le Groupe scolaire Morofè et le lotissement Kami Sud ;

— Au Nord, par la piste carrossable non bitumée ;

— Au Sud, par l'axe du Corridor nord-Kami sud ;

— A l'Ouest, par l'axe routier Yamoussoukro à partir du Corridor nord) - Bouaké.

Art. 3. — Toute activité humaine est formellement interdite dans ladite Réserve Volontaire naturelle sauf autorisation spéciale du gestionnaire traditionnel de la forêt.

Art. 4. — La Réserve Volontaire naturelle d'Awèssé Bo bénéficie d'un statut identique à celui des Parcs nationaux et Réserves.

Art. 5. — Le directeur du Reboisement et du Cadastre forestier, le directeur de la Protection de la Nature et le directeur régional des Eaux et Forêts de la Région des Lacs sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 19 mars 2007.

AHIZI Aka Daniel.

## MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES EAUX ET FORETS

*ARRETE n° 497 MINEEF. CAB. du 19 mars 2007 portant création de la Réserve Volontaire naturelle de la Forêt sacrée Awèssé Bo.*

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES EAUX ET FORETS,

Vu la loi n° 65-255 du 4 août 1965 relative à la Protection de la Faune et à l'exercice de la chasse ;

Vu la loi n° 65-425 du 20 décembre 1965 portant Code forestier la loi n° 2002-102 du 11 février 2002 portant création et financement des Parcs nationaux et Réserves naturelles ;

Vu le décret n° 2006-306 du 16 septembre 2006 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2006-307 du 16 septembre 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2006-310 du 11 octobre 2006 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2006-65 du 13 avril 2006 portant organisation du ministère de l'Environnement et des Eaux et Forêts ;

Vu le rapport conjoint du directeur du Reboisement et du Cadastre forestier et du directeur régional des Eaux et Forêts de la Région des Lacs ;

Vu l'avis favorable des Autorités administratives et politiques (préfet de Région et maire de la Commune de Yamoussoukro) ;

Vu l'avis favorable des populations du village de Morofè (commune de Yamoussoukro),